





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE/2 n°2008-54 du 24 avril 2008 prescrivant à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), de nouveaux moyens de lutte et de défense contre l'incendie pour le dépôt pétrolier situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre(dossier 4273).**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment les Articles L 511-1 et 512-3 et les articles R 512-31 et R-512-39,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 1995, réglementant le dépôt pétrolier de la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre,

**Vu** la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables – installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** le rapport de Monsieur le Général, Commandant la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris en date du 22 mai 2007 concernant les nouvelles données à prendre en compte pour définir les modalités de lutte contre l'incendie du dépôt pétrolier de la société SDPN,

**Vu** le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) en date du 5 mars 2008, proposant de prescrire de nouvelles conditions concernant les moyens de lutte et de défense contre l'incendie,

**Vu** la lettre en date du 6 mars 2008 notifiée le 7 mars 2008, informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du STIIC, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Vu** l'avis du CODERST, en date du 18 mars 2008,

**Vu** les remarques formulées par la société SDPN sur le contenu de ces propositions, dans un courrier électronique en date du 19 mars 2008,

**Vu** le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) en date du 20 mars 2008, proposant à l'issue de des observations formulées par la société SDPN, d'apporter quelques modifications au contenu du projet d'arrêté, en particulier pour les conditions I-2 et I-3,

**Vu** la lettre en date du 1<sup>er</sup> avril 2008 notifiée le 4 avril 2008, par laquelle j'ai transmis à la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), l'avis rendu par le CODERST sur son dossier,

Considérant que les prescriptions arrêtées ci-dessous contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

#### **Titre I : MOYENS DE LUTTE ET DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE**

##### **Condition I-1) Dispositions générales**

L'établissement doit disposer d'une installation de défense contre l'incendie assurant un débit d'eau et un débit de solution moussante calculés en application :

- d'une part des articles 11, 12 et 19 de l'instruction technique du 09 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables,
- et d'autre part des dispositions de la circulaire du 06 mai 1999 relative à la lutte contre les feux de liquides inflammables, modifiant l'article 12 de l'instruction précitée pour la détermination des taux d'application de solution moussante.

##### **Condition I-2) Objectifs de sécurité incendie**

L'exploitant doit s'assurer de réunir les moyens nécessaires à la maîtrise de tous les feux susceptibles de se produire sur son site, qui ont été identifiés dans l'étude de dangers et retenus dans le plan d'opération interne (POI) grâce à :

- ses moyens propres,
- des protocoles ou conventions d'aide mutuelle précisés dans le plan d'opération interne (POI), établi en liaison avec la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Les moyens de lutte incendie maintenus sur le site notamment la réserve d'émulseurs et sa mise à œuvre doivent être dimensionnés en fonction du plus pénalisant des deux scénarios suivants :

- l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des autres réservoirs et autres installations voisines menacés dans un rayon d'au moins 50 mètres.
- l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette avec un taux d'application réduit pour contenir le feu, pendant une durée minimale de 3 heures pour ce qui concerne les seuls moyens propres de l'établissement maintenus en permanence sur le site et simultanément la protection des autres installations menacées par le feu dans un rayon d'au moins 50 mètres.

Le taux d'application de solution moussante produite à partir d'un émulseur filmogène de classe I est fixé au minimum à 1,5 l/m<sup>2</sup>/minute pendant la phase de temporisation et 3 l/m<sup>2</sup>/minute pendant la phase d'extinction.

Ces objectifs devront être clairement vérifiés dans le cadre :

- de l'élaboration des plans d'opération interne (POI)
- d'exercices pratiques relatifs à la mise en application des plans d'urgence interne et externe (plan d'opération interne POI et plan particulier d'intervention PPI)

##### **Condition I-3) Définition des missions de l'exploitant lors de la phase de temporisation**

L'exploitant assure la mise en œuvre sans discontinuité des moyens nécessaires à la phase de temporisation.

A cet effet, il s'assure de disposer des quantités d'émulseur nécessaires :

- d'une part, par un pré-positionnement sur site d'un volume correspondant aux moyens définis dans la condition I-2.
- d'autre part, par le biais de protocoles d'accord et d'aide mutuelle avec d'autres établissements pour l'alimentation et le re-complètement de l'ensemble des moyens publics et privés mis en œuvre.

L'exploitant doit s'assurer périodiquement de la parfaite applicabilité des protocoles d'accord et d'aide mutuelle concernant notamment la mise à disposition permanente des moyens humains et matériels nécessaires pour la mission de temporisation.

Il doit être en mesure de garantir le bon fonctionnement des moyens de défense contre l'incendie du dépôt jusqu'à l'extinction.

#### **Condition I-4) Conception du réseau incendie (réseaux d'eau et de prémélange)**

Les canalisations constituant le réseau incendie sont dimensionnées pour obtenir les pressions et débits nécessaires au niveau des moyens d'application à la condition I-10-a. Les canalisations et les accessoires doivent être protégés contre la corrosion.

Le réseau incendie dès la sortie du local de défense contre l'incendie est :

- maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante,
- conçu de façon à assurer un bouclage des canalisations en périphérie des différentes installations du dépôt (cuvettes, poste de chargement, local pomperie,...) et avec des bras morts ne pouvant excéder une longueur supérieure à 50 mètres.

Dans le cas où le maillage ne peut être respecté dès la sortie du local de défense contre l'incendie, les sections de canalisations doivent être :

- enterrées ou protégées de façon à éviter tout risque de rupture ou de flambage de canalisations en cas de sinistre,
- et afin de prévenir de l'absence de tout risque de fuite de canalisations enterrées, l'exploitant justifie par exemple de la réalisation d'essais hydrostatiques, de la mise en place d'une protection cathodique ou de toutes mesures équivalentes.

Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée tout en permettant de poursuivre la défense contre l'incendie.

L'exploitant dispose de documents mis à jour justifiant :

- le maillage et le sectionnement des réseaux d'eaux et de prémélange (solution moussante)
- les débits réels des installations fixes (couronnes d'arrosage, déversoirs de cuvette, boîtes à injections, rideaux d'eaux,...) mesurés au niveau des applications.

#### **Condition I-5) Ressources en eau et productions de pré-mélange (solution moussante)**

L'établissement dispose :

- d'une alimentation par l'eau pompée en Seine avec 3 lignes d'aspiration
- d'un local de défense contre l'incendie (DCI) constitué :
- de 3 groupes moto-pompes thermiques assurant un débit total de 900 m<sup>3</sup>/heure à une pression de 12 bars et permettant la distribution d'un réseau d'eau surpressée et de solution moussante dans les réseaux incendie.

L'alimentation des groupes thermiques est assurée par une cuve aérienne de fuel, garantissant une autonomie suffisante en cas de sinistre.

- de 2 groupes électriques (en secours l'un de l'autre) permettant la production et la distribution de pré-mélange (solution moussante) dans le réseau incendie. Ces groupes électriques sont secourus par un groupe électrogène.

Ce réseau d'eau pompée en Seine, conditionné dans le local de défense contre l'incendie (DCI) alimente notamment :

- des poteaux d'incendie de type incongelable contenant des raccords normalisés

- des couronnes d'arrosages installées au niveau des réservoirs
- des rideaux d'eaux
- des moyens d'application tels que des boîtes d'injection à mousse et des déversoirs à mousse.

Celui-ci comporte des vannes de sectionnement maintenues ouvertes en exploitation normale permettant d'assurer, en toutes circonstances, la défense contre l'incendie avec les débits et pression requis.

L'exploitant maintient en exploitation les 2 poteaux d'incendie alimentés par le réseau public d'eau de ville (non comptabilisés dans les moyens propres à l'établissement).

#### **Condition I-6) Ressources et conditionnement en émulseurs**

L'exploitant maintient sur le site une quantité de 51 m<sup>3</sup> d'émulseur à 6 % (ou 26 m<sup>3</sup> à 3 %) filmogène et de classe I ou d'émulseur équivalent (en se référant à la liste des émulseurs qualifiés GESIP).

Cette réserve fixe d'émulseurs est stockée dans une cuve de 36 m<sup>3</sup> et dans une cuve de 45 m<sup>3</sup> tri-compartimentée (3x15 m<sup>3</sup>)

Les dépôts mixtes d'hydrocarbures et de produits polaires ne devront disposer que de réserves en émulseur polyvalent.

#### **Condition I-7) Contrôle des émulseurs**

L'exploitant s'assure de l'efficacité de l'émulseur dans le temps et en fonction des hydrocarbures présents sur le site. Les émulseurs entreposés dans les différents stockages (cuve et containers) font l'objet d'un contrôle de leur qualité annuellement et après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement,...).

Si nécessaire, ces analyses sont complétées par un essai conforme à la norme européenne NF EN 1568-3 ou équivalente, sur feu réel du produit auquel ils sont affectés, essai représentatif de leur capacité d'extinction. Ces analyses et essais sont réalisés par un organisme compétent et les résultats des essais sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble de ces matériels est accessible, utilisable en toute circonstance, conforme aux normes en vigueur et compatible avec les moyens de secours publics ou prévu dans le cadre des protocoles ou conventions d'aide mutuelle.

#### **Condition I-8) Réapprovisionnement en émulseurs**

Au delà d'une durée de 3 heures, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ravitailler à tout moment le site en moyens supplémentaires d'émulseurs afin qu'il ne puisse y avoir de rupture de la phase de temporisation.

Les quantités, les modalités et les délais d'approvisionnement des émulseurs sont définis dans le Plan d'Opération Interne (POI). Ces dispositions peuvent être vérifiées dans le cadre d'exercices d'application de plans d'urgence.

L'exploitant doit s'assurer que l'émulseur destiné à réapprovisionner ses cuves est compatible avec l'émulseur déjà présent s'ils doivent être stockés dans le même compartiment de la cuve.

#### **Condition I-9) Gestion automatisée et déclenchement à distance de la défense contre l'incendie (DCI)**

L'établissement est pourvu d'un automatisme de gestion des scénarios d'accidents permettant de déclencher les équipements à distance.

Cet automatisme de gestion est utilisable par le personnel d'exploitation et le personnel de surveillance.

Suivant les scénarios d'accident, cet automatisme permet d'assurer notamment :

- le démarrage des groupes moto-pompes et des groupes d'émulseurs
- l'alimentation en pré-mélange (solution moussante) des couronnes d'arrosages mixtes de tous les bacs de stockage
- l'alimentation en pré-mélange (solution moussante) des canons à balayage automatique du poste de chargement

- l'alimentation des rideaux d'eaux de protection et des systèmes d'extinction

### **Condition I-10) Moyens de lutte incendie**

Les différentes installations de l'établissement sont équipées et protégées de la façon suivante :

#### **I-10-a) Moyens existants d'intervention et de protection contre l'incendie**

##### **➤ Les réservoirs d'hydrocarbures sont tous équipés :**

- de couronnes mixtes d'arrosage pouvant être alimentées en pré-mélange (solution moussante) ou en eau surpressée avec un débit minimum de 15 litres/minute par mètre de circonférence de bac
- d'un dispositif d'injection interne de mousse (boîte à mousse)

##### **➤ La cuvette de rétention 100 (bacs Q, R et S) est pourvue :**

- de 6 déversoirs à mousse installés en bord de cuvette d'un débit total minimal de 288 m<sup>3</sup>/heure (au moins 2 déversoirs dans chacun des compartiments)

##### **➤ La cuvette de rétention 200 (bacs P, O et N) est pourvue :**

- de 6 déversoirs à mousse installés en bord de cuvette d'un débit total minimal de 108 m<sup>3</sup>/heure (au moins 2 déversoirs dans chacun des compartiments)
- d'un rideau d'eau de protection constitué par 3 queues de paon d'un débit unitaire minimal de 24 m<sup>3</sup>/heure (400 litres/minute)

##### **➤ La cuvette de rétention 300 (bacs A, B, I et K) est pourvue :**

- de 4 déversoirs à mousse installés en bord de cuvette d'un débit total minimal de 120 m<sup>3</sup>/heure (1 ou 2 déversoirs dans chacun des compartiments)
- d'un rideau d'eau de protection constitué par 5 queues de paon d'un débit unitaire minimal de 24 m<sup>3</sup>/heure (400 litres/minute) et 5 têtes d'extinction de type sprinkler d'un débit unitaire minimal de 4,2 m<sup>3</sup>/heure (70 litres/minute)

##### **➤ Le poste de chargement de camions source (PCC) est pourvu :**

- de 2 canons fixes à balayage automatique d'un débit unitaire minimal de 120 m<sup>3</sup>/heure (2000 litres/minute) et alimentés en solution moussante

##### **➤ Le poste de chargement de camions dôme (PCC) est pourvu :**

- de 2 canons fixes à balayage automatique d'un débit unitaire minimal de 120 m<sup>3</sup>/heure (2000 litres/minute) et alimentés en solution moussante

##### **➤ L'unité de récupération de vapeurs (URV) est pourvue :**

- un système d'extinction automatique alimenté en solution moussante

##### **➤ La pomperie hydrocarbures est pourvue :**

- de 4 déversoirs à mousse d'un débit unitaire minimal de 12 m<sup>3</sup>/heure

##### **➤ Autres installations :**

a) Pour la protection du bureau d'exploitation, local d'exploitation (poste de surveillance) et local DCI

- un rideau d'eau surpressée

b) Pour la protection du local TGBT 3

- 5 têtes d'extinction de type sprinckler d'un débit unitaire minimal de 4,2 m<sup>3</sup>/heure (70 litres/minute)

c) Pour la protection du centre de tri postal (installation extérieure à l'établissement)

- un rideau d'eau de protection constitué par 3 queues de paon d'un débit unitaire minimal de 24 m<sup>3</sup>/heure (400 litres/minute)

- un rideau d'eau de protection constitué par 5 queues de paon d'un débit unitaire minimal de 24 m<sup>3</sup>/heure (400 litres/minute)

d) Pour l'établissement

Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Un extincteur de type 21 B (CO<sub>2</sub> par exemple) est installé près du tableau électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique.

➤ Autres moyens mobiles susceptibles de pallier la défaillance de moyens fixes

De canons mobiles et lances pouvant être connectées au réseau d'eau surpressée ou au réseau de solution moussante

**i-10-b) Les moyens d'intervention et de protection contre l'incendie sont dimensionnés sur les bases suivantes**

➤ Cuvette de rétention 100 (bacs Q, R et S)

Surface nette de la cuvette (hors bacs) : 3 025 m<sup>2</sup>

Taux d'extinction	3 litres / m <sup>2</sup> / minute
Quantité d'émulseur requise pour assurer la temporisation au minimum durant 3 heures à une concentration d'émulseur de 6 %	49,005 m <sup>3</sup> = (3x16,335 m <sup>3</sup> )
Débit d'eau nécessaire pour assurer le refroidissement des installations voisines durant la temporisation	270 m <sup>3</sup> / heure
Débit d'eau global (temporisation + protection des tiers)	526 m <sup>3</sup> / heure

➤ Cuvette de rétention 200 (bacs P, O et N)

Surface nette de la cuvette (hors bacs) : 2 044 m<sup>2</sup>

Taux d'extinction	3 litres / m <sup>2</sup> / minute
Quantité d'émulseur requise pour assurer la temporisation au minimum durant 3 heures à une concentration d'émulseur de 6 %	33,114 m <sup>3</sup> = (3x11,038 m <sup>3</sup> )
Débit d'eau nécessaire pour assurer le refroidissement des installations voisines durant la temporisation	506 m <sup>3</sup> / heure
Débit d'eau global (temporisation + protection des tiers)	679 m <sup>3</sup> / heure

➤ Cuvette de rétention 300 (bacs A, B, I et K)

Surface nette de la cuvette (hors bacs) : 1 576 m<sup>2</sup>

Taux d'extinction	3 litres / m <sup>2</sup> / minute
Quantité d'émulseur requise pour assurer la temporisation au minimum durant 3 heures à une concentration d'émulseur de 6 %	36,36 m <sup>3</sup> = (3x12,12 m <sup>3</sup> )
Débit d'eau nécessaire pour assurer le refroidissement des installations voisines durant la temporisation	531 m <sup>3</sup> / heure
Débit d'eau global (temporisation + protection des tiers)	721 m <sup>3</sup> / heure

### **I-10-c) Gestion des scénarii d'accident et schéma d'alerte des situations d'urgence**

La capacité de mise en œuvre du plan d'opération interne est assurée en permanence par le personnel d'exploitation et/ou le personnel de surveillance.

Dès la détection d'un sinistre, le personnel d'exploitation et/ou le personnel de surveillance doit mettre en œuvre les premiers moyens fixes de temporisation (solution moussante et eau de protection) correspondant au scénario d'accident dès le 1<sup>er</sup> quart d'heure.

L'ensemble des moyens de temporisation doit être mis en œuvre dans un délai inférieur à 1 heure et trente minutes.

A cet effet, le personnel de surveillance doit avoir une bonne connaissance des installations et des risques encourus. Il doit être convenablement formé à la gestion des situations d'urgence, à la sécurité incendie et disposer de consignes spécifiques.

### **Condition I-11) Contrôle, entretien et maintenance des équipements concourant à la sécurité incendie**

L'exploitant tient à jour un registre incendie mentionnant les dates d'exercices, d'essais périodiques, de contrôles, de maintenance et d'entretien des matériels incendie ainsi que les mesures correctives ou préventives auxquelles elles ont donné lieu. Le bon fonctionnement des dispositifs de défense incendie pourra être vérifié en liaison avec la brigade des sapeurs pompiers de Paris notamment en terme de pression et débit d'eau.

Tous ces matériels sont judicieusement répartis, régulièrement vérifiés et protégés contre le gel.

### **Condition I-12) Conception et dispositions constructives des bâtiments et installations concourant au fonctionnement du réseau incendie**

Les locaux et installations techniques concourant à la mise en sécurité du site et au fonctionnement du réseau incendie sont efficacement protégés des flux thermiques d'un incendie ainsi qu'aux surpressions associées à une explosion de vapeurs d'hydrocarbures.

Ces locaux et installations sont notamment :

- le poste de commandement de l'exploitant (PC)
- les groupes moto pompes thermiques et les groupes électriques
- les manifolds
- les cuves d'émulseurs

Si nécessaire, des dispositifs de protection adaptés contre les effets thermiques et de surpression peuvent être mis en place.

### **Condition I-13) Mode dégradé et dysfonctionnement des moyens de lutte incendie**

En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité d'équipements concourant à la sécurité incendie de l'établissement, l'exploitant informe sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées. L'établissement prend immédiatement toutes mesures utiles pour mettre en sécurité le site en suspendant l'exploitation des installations concernées par l'insuffisance des moyens d'intervention et de protection jusqu'à remise en état effective des équipements de sécurité.

Tout fonctionnement en mode dégradé des moyens de lutte incendie fait l'objet d'une information dans les meilleurs délais auprès du Préfet. En cas de mesures compensatoires proposées par l'exploitant, celles ci sont soumises à l'approbation du Préfet et des avis techniques de l'inspection des installations classées et de la brigade des sapeurs pompiers de Paris.

L'exploitant réalise une étude de faisabilité technico-économique permettant de garantir en permanence le maintien des ressources en eau mentionnés à la condition I-5 du présent arrêté. Cette permanence des moyens peut être garantie soit par des alimentations de secours, soit par des systèmes redondants.



#### **Condition I-14) Réserves de sécurité**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières incombustibles utilisables de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que des liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

### **Titre II : PLAN D'OPERATION INTERNE (POI)**

#### **Condition II-1) Plan d'opération interne (POI)**

Le plan d'opération interne élaboré par l'exploitant définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction des moyens privés mis en œuvre dans le cadre du POI jusqu'au déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnel et les matériels susceptibles de permettre le déclenchement immédiat et à tout moment du POI.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), s'il existe ou à défaut l'instance représentative du personnel est consulté par l'exploitant sur le contenu du POI. L'avis de consultation du CHSCT est transmis au Préfet.

Un exemplaire du POI est maintenu en permanence dans le local d'exploitation, un autre est disponible dans le local de gardiennage.

#### **Condition II-2) Périodicité de révision du POI**

Le POI est remis à jour au moins tous les 3 ans ainsi qu'à chaque modification notable des installations.

Le POI est révisé dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent arrêté, notamment en apportant les compléments suivants :

- les courbes de montée en puissance des moyens en émulseurs précisant les moyens et délais d'acheminement, les moyens de connexion aux installations fixes
- les courbes de montée en puissance des moyens en eau, validée par des mesures de débits
- les mesures organisationnelles et techniques relatives aux modes de ravitaillements des émulseurs avec les fiches réflexes des intervenants du dépôt
- la prise en compte des scénarios d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers (feux de cuvettes et feux de compartiments, feux de bacs, explosions de bacs, inflammations et explosions d'un nuage gazeux, boil over en couche mince,...)

#### **Condition II-3) Bilan des exercices annuels du POI**

L'exploitant procède et réalise à un exercice POI au moins annuellement avec le personnel de l'établissement et les services de secours publics.

L'inspection des installations classées est informée au moins 1 mois avant de la date retenue pour l'exercice annuel POI.

Après chaque exercice POI et dans un délai maximal d'un mois, un rapport détaillé est transmis au Préfet, à l'inspection des installations classées et à la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP).

### **Titre III : PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION (PPI)**

#### **Condition III-1) Mesures d'urgences en cas d'accident**

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur de son établissement la direction des moyens de secours privés jusqu'au déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI) élaboré par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan particulier d'intervention et reprises dans le

plan d'opération interne en application de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005.

### **Condition III-2) Mesures d'alertes de la population en cas d'accident**

L'établissement doit disposer dans le cadre du PPI d'une sirène permettant d'alerter la population ainsi que les entreprises industrielles et commerciales avoisinantes concernées par les effets d'un aléa technologique, selon le signal national d'alerte défini par le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005.

En liaison avec le service interministériel de défense et de la protection civile de la Préfecture (SIDPC), l'exploitant procède à des essais en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.

## **Titre IV : INFORMATION DES INSTALLATIONS CLASSEES AVOISINANTES**

### **Condition IV-1) Information des exploitants des installations classées voisines**

L'établissement tient les exploitants d'installations classées informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations conformément à l'article 5 de l'arrêté modifié du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs.

L'exploitant transmet copie de cette information au Préfet.

## **Titre V : DELAIS D'APPLICATION**

### **Condition V-1) Délais d'application**

**Condition I-9 :** Délai de 6 mois relatif à la mise en place de la gestion automatisée et au déclenchement à distance de la défense contre l'incendie permettant la mise en œuvre de la phase de temporisation

**Condition I-13 :** Délai de 6 mois relatif à l'étude de faisabilité technico-économique concernant les groupes moto pompes

**Condition II-2 :** Délai de 2 mois relatif à la réactualisation du POI

## **TITRE VI : CONDITIONS ABROGEES**

### **Condition VI-1) Conditions abrogées**

Les conditions 65 à 76 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 1995 sont abrogées et remplacées par les conditions du présent arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 2 :**

### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

#### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

#### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Ecologie du Développement et de l'Aménagement Durables 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

### **ARTICLE 3 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN),
- d'autre part, à la Mairie de Nanterre au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général,  
Monsieur le Maire de Nanterre,  
Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 24 AVR. 2008

Pour Ampliation

L'Attaché Principal  
Chef de Bureau

**Fabrice FAUCHER**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Philippe CHAIX**